

Université Kasdi Merbah Ouargla

511, Route de Gharadaia
30000 Ouargla, Algérie

Organisme

Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie

157, Rue Med Zekkal El Madania
Tél. : +213 (0) 44 193 505
Fax : +213 (0) 44 193 503
www.kas.de/algerien



Coopération animée

L'Université Kasdi Merbah de Ouargla, la Faculté des Sciences Economiques, des Sciences Commerciales et des Sciences de Gestion et l'Université de la Formation Continue de Ouargla, en partenariat avec Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie et le Centre de Recherche en Economie Appliquée pour le Développement (CREAD) ont l'honneur de vous convier à une task force intitulée :

1. Soutien à l'innovation, soutien à l'entrepreneuriat innovant, levier pour reformer le système économique.
2. Industries émergentes et entrepreneuriat.

Animés par *des experts nationaux*, qui aura lieu à l'Université Kasdi Merbah de Ouargla, le 23 et 24 novembre 2022.

Nos événements sont accompagnés de multimédia. En vous inscrivant, vous acceptez que les partenaires de coopération participants puissent utiliser le contenu photo et vidéo créé avant, pendant ou après l'événement en format en ligne et imprimé à des fins de presse et de relations publiques sans limite de temps. Si vous n'êtes pas d'accord avec l'enregistrement et la publication de photos de vous-même, veuillez nous en informer au début de l'événement. Des places distinctes vous seront alors attribuées.

Veuillez envoyer vos suggestions et feedback à :
kasalgerie@kas.de

Suivez-nous

Facebook : @KAS.Algerie
Instagram : @KAS.Algerie
LinkedIn : @KAS-Algerie
YouTube : KAS Algérie

Scannez notre Vcard



Université Kasdi Merbah de Ouargla
Faculté des Sciences Economiques, des Sciences
Commerciales et des Sciences de Gestion
Université de la formation continue Ouargla
En partenariat avec
Konrad-Adenauer-Stiftung Algérie
Et
Le Centre de Recherche en Economie Appliquée
pour le Développement - CREAD

Organisent une task force intitulée

**Soutien à l'innovation,
soutien à l'entrepreneuriat innovant,
levier pour reformer le système économique**

Le 23 et 24 novembre 2022

Université Kasdi Merbah de Ouargla



www.kas.de/algerien



Programme du séminaire

du 23 novembre 2022

ALLOCATION

M. Le Recteur de l'Université de Ouargla
M. Le Doyen de l'Université de Ouargla
M. Le Représentant de KAS Algérie
M. Le Représentant du CREAD

PANEL 1 : DE LA GOUVERNANCE ECONOMIQUE CLASSIQUE

09:00 - 11:00 **Modérateur : Dr. Hamza Bengrina**

Les facteurs de blocage de la transformation du modèle économique

Pr. Bouyacoub Ahmed | Pr. Guendouzi Brahim |
Pr. Boukrif Moussa | Pr. Benbouziane Mohamed |
Pr. Siagh Ramzi | Dr. Himrane Mohamed

11:00 - 11:15 **PAUSE CAFÉ**

PANEL 2 : DE LA GOUVERNANCE DE LA NOUVELLE ECONOMIE

11:15 - 13:00 **Modérateur : M. Matthias Schäfer**

Les opportunités pour la mise en place d'une nouvelle gouvernance

Pr. Cherrabi Abdel Aziz | Dr. Sellami Mounira |
Pr. Benhabib Abderrazak | Dr. Bia Chaabane

13:00 - 14:00 **DÉJEUNER**

PANEL 3 : LE RÔLE DES ACTEURS DE LA GOUVERNANCE DE LA NOUVELLE ECONOMIE

14:00 - 17:00 **Modératrice : Dr. Kherbachi Sonia**

Le rôle des institutionnels et des structures d'accompagnement

Dr. Laoudj Ouardia | Dr. Berrached Wafa |
Dr. Sellami Mounira | Dr. Haroun Omar | Dr. Noui Rabah

Le rôle des acteurs de la nouvelle économie « startups »

Dr. Saibi Sandra | Dr. Djouab Mustapha | Dr. Idir Samail |
Dr. Abid Nabila | Dr. Metaiche Fatima Zohra |
Dr. Tabet Wassila | Dr. Benabderrahmane Narimene

Le rôle des ONG nationales et internationales

Pr. Abedou Abderrahmane | Dr. Hammache El-Kaina |
M. Matthias Schäfer | Dr. Ferroukhi Merzak |
Pr. Ziari Kerbouaa Yasmina

Programme du séminaire

du 24 novembre 2022

PANEL 1 : LES INDUSTRIES EMERGENTES, LES OPPORTUNITES DES NOUVEAUX SECTEURS

09:00 - 13:00 **Modérateur : Pr. Benhabib Abderrazak**

Secteurs émergents du numérique et de l'économie des plateformes

Dr. Benabderrahmane Narimene | Dr. Abid Nabila

Les industries des services, la digitalisation : opportunités pour la création de nouvelles affaires (ex tourisme, artisanat, les activités de proximité) ?

Pr. Benbouziane Mohamed | Dr. Laoudj Ouardia

PAUSE CAFÉ

Modérateur : Pr. Cherrabi Abdelaziz

Focus sur le secteur de l'économie bleue

Dr. Bellouti Nabil | Dr. Chikhi Ryad | Dr. Abid Samia

Focus sur le secteur des industries du recyclage et de l'économie verte

Dr. Mohcène Abdenour

Focus sur les industries électroniques

Dr. Bia Chaabane | Dr. Hammache el Kaina

DÉJEUNER

PANEL 2 : LES DEFIS DE L'ENTREPRENEURIAT DANS LES INDUSTRIES EMERGENTES

Modérateur : Pr. Benbouziane Mohamed

les perspectives des nouveaux secteurs dans la relance économique

Dr. Saibi Sandra | Dr. Omar Haroun | Dr. Noui Rabah |
Dr. Tabet Wassila | Pr. Boukrif Moussa | Dr. Bellouti Nabil |
Pr. Ziari Kerbouaa Yasmina | Dr. Sellamai Mounira |
M. Matthias Schäfer | Dr. Kherbachi Sonia

Débat

Débat général et recommandations

CLÔTURE

M. Le Recteur de l'Université de Ouargla
M. Le Doyen de l'Université de Ouargla
M. Le Représentant de KAS Algérie
M. Le Représentant du CREAD





1 Face aux dérèglements de l'économie mondiale, l'entrepreneuriat dans les industries émergentes constitue-t-il une alternative pour s'en sortir ?

La pandémie Covid-19, couplée aux innovations technologiques, a profondément transformé les modèles économiques dans le monde. La compétitivité, qui se pratiquait entre les nations sur la base des échanges de produits manufacturiers et de services, a considérablement changé de contenu et de forme. Aujourd'hui, la compétition internationale se pratique sur la maîtrise des sciences et des progrès technologiques. L'automatisation, moteur de cette mutation, détruit des pans entiers de l'industrie classiques et laisse émerger une nouvelle industrie dont les fondements sont puisés de la nouvelle révolution du numérique.

Le progrès est vu comme un nouveau souffle pour l'émergence de nouvelles industries et de nouvelles compétences. Les startups cristallisent ce progrès.

2 Les industries émergentes, un levier de croissance pour l'économie algérienne

Aujourd'hui, tous les experts parlent de la révolution numérique et de ce qu'elle peut faire pour réformer l'industrie et le modèle de l'entreprise classique. Les défis sont relevés d'abord du niveau du business model qui a transformé l'ensemble de la chaîne de valeur. Poussées par la concurrence sur les marchés locaux et internationaux, les entreprises sont contraintes d'innover et d'introduire plus d'agilité dans leur système productif. Ainsi, ce qui est recherché dans le futur, c'est une plus grande personnalisation des produits, une digitalisation totale des process, un marketing fortement digitalisé qui s'appuie sur l'Intelligence artificielle (IA) et sur l'exploitation de la Big Data...

Le challenge porte désormais sur l'accélération et la maîtrise des compétences numériques des entreprises. Aujourd'hui, les clivages s'observent entre les entités (secteur et entreprises) qui ont adopté les technologies numériques les plus récentes et ont obtenu un niveau de maturité numérique et les autres entités qui restent à la traîne ou à la marge de ces progrès.



3 Accompagner l'émergence des nouvelles industries

Le développement de nouvelles filières, représentées par les industries émergentes qui puisent leurs atouts de l'utilisation intensive du numérique, concerne les secteurs de l'économie verte, de l'économie bleue, des industries décarbonisées...

Dans ces nouvelles industries émergentes, l'individu joue un rôle clé dans l'accélération de la maîtrise des compétences technologiques. On parle de talents, d'expertise qui sont au cœur de ces industries. La production de ces talents et de cette expertise émane de la collaboration entre la recherche (les centres de recherche et universités), les entreprises, et les pouvoirs publics locaux.

4 Les industries émergentes sont le porte-drapeau du futur entrepreneuriat

Dans ce contexte de changement/mutation des modèles économiques dans différents pays, l'encouragement à investir dans les nouvelles industries émergentes traduit l'ambition des pouvoirs publics à vouloir réformer le modèle économique actuel et confié aux nouveaux acteurs de l'innovation « startups » le rôle de dissémination des nouvelles valeurs de la nouvelle industrie du futur.

La nouvelle conjoncture économique plaide en faveur du développement de l'entrepreneuriat en Algérie. D'un côté, les pouvoirs publics déploient des efforts pour orienter les nouveaux investissements vers les secteurs émergents du numérique et de l'économie de la connaissance, les secteurs de l'économie verte, de l'économie bleue, des industries décarbonisées.

Tous ces secteurs sont vierges et attendent une réorientation des investissements. Des rencontres au niveau local et au niveau national sont régulièrement organisées pour promouvoir ces secteurs émergents et convaincre les jeunes et les nouveaux investisseurs à explorer les opportunités offertes.

De l'autre, depuis les années 2000, l'intention entrepreneuriale n'a pas cessé de croître ; comme l'ont révélé les différentes études GEM-Algérie. La population des entrepreneurs innovants, créateurs de startups, est en croissance et de nombreuses entreprises sont labellisées startups innovantes. Aujourd'hui, les initiatives institutionnelles ont produit un effet positif sur la carrière entrepreneuriale qui est de plus en plus valorisée et recherchée.

De nombreux jeunes ont choisi la voie de la création d'entreprise tirée par les nouveaux secteurs émergents où l'innovation occupe une place centrale. Les créateurs algériens d'entreprise startups ont le sentiment de compétence à identifier les opportunités et à innover dans leur business model.

Thèmes du 23 novembre 2022

Soutien à l'innovation, soutien à l'entrepreneuriat innovant, levier pour reformer le système économique



1

Un engagement croissant des pouvoirs publics en faveur de la réindustrialisation et la relance de la croissance économique depuis les débuts des années 2000 avec une option forte pour l'encouragement à l'innovation et le développement des startups.

Les pouvoirs publics se sont lancés dans la course à la réindustrialisation en mettant en place une politique publique volontariste de soutien à la relance industrielle. Tous les secteurs étaient concernés. Des fonds financiers colossaux (plans de relance économique) ont été attribués à tous les secteurs pour les pousser à enclencher des actions de modernisation de leurs outils de production. Une politique dite « horizontales » a été privilégiée visant non seulement la modernisation de l'outil de production mais aussi le renforcement de l'environnement économique global, c'est-à-dire réunir les facteurs favorisant le renforcement des conditions cadres considérées comme des prérequis pour la relance économique.

Tous les secteurs ont été concernés par ce programme de relance de la croissance économique. A l'instar du secteur industriel qui a reçu son enveloppe pour renouveler son parc technologique ; les autres secteurs, comme l'éducation nationale et l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique ont été destinataire d'un budget pour renforcer la mise à niveau de leurs installations et de leurs programmes pédagogiques. Pour marquer l'orientation forte de cette nouvelle politique publique, un secteur dédié à l'économie de la connaissance a été créé. Ses missions horizontales portent sur la numérisation de l'économie et la mise en place des assises d'une économie de la connaissance. Des actions d'urgence ont été initiées en vue d'introduire plus de cohérence dans l'écosystème global de l'économie, à différents niveaux en incluant les niveaux les plus déconcentrés au sein des territoires locaux.

Le soutien public à la relance de la croissance économique s'apprécie au regard des fonds mobilisés et affectés aux différents secteurs. Une première enveloppe budgétaire de 150 milliards USD a été consacré à ce programme de soutien à la croissance économique (PCSCE) d'envergure pour la période 2004-2009. Entre 2010 à 2014 des engagements financiers de l'Etat ont été de l'ordre de 21.214 milliards DA ou l'équivalent de 286 milliards de dollars).

S'il est difficile d'établir à ce jour un bilan complet des différentes aides publiques et incitations fiscales, dont ont bénéficié les différents secteurs pour financer la relance de leur croissance, les premiers constats révèlent désormais des insuffisances en termes de résultats.

C'est pourquoi, deux grandes questions seront soumises pour débat :

1. Les retombées économiques de ces politiques de relance sur le paysage économique n'ont pas été à la hauteur des attentes des pouvoirs publics et n'ont pas encore enclenché le déclin des transformations de l'économie.

2. Quelles sont les facteurs qui ont entravé ou ralenti la réforme du modèle économique ?

2

Une volonté récente des pouvoirs publics de soutien à l'écosystème startup vise à corriger les faiblesses structurelles

Les actions qui ont été initiées dans les années 2000 visaient le soutien à la création d'entreprise et à accroître le nombre d'entreprises créées sans distinction sectorielle ou de ciblage stratégique particulier. Cette politique orientée vers le développement de l'entrepreneuriat a donné des résultats qui restent globalement insuffisants pour enclencher la réforme du modèle économique. Face à cette insuffisance structurelle du modèle entrepreneurial choisi, un changement de cap a été engagé dès la fin des années 2010.

Ses fondements se basent sur l'innovation, le développement des startups et le soutien à la mise en place d'un écosystème startup cohérent incluant des partenariats croisés entre la recherche publique, les entreprises, les structures d'accompagnement de la création d'entreprise privées. Plusieurs dispositifs ont été créés telle que les maisons de l'entrepreneuriat, les incubateurs, les accélérateurs... dont la mission est de jouer le rôle de catalyseur du transfert de technologies.

Cette nouvelle politique a mis l'accent sur l'innovation et la promotion de l'entrepreneuriat innovant. Afin d'insuffler un esprit de compétition, les pouvoirs publics ont institué différents labels.

Parmi ces labels, il y a le label « Start-up » Algérie attribué aux jeunes sociétés innovantes ; le label « Projets innovants » attribué aux porteurs de projets innovants n'ayant pas encore créé de société et enfin le label « Incubateurs » pour les dispositifs d'incubation. Tous ces dispositifs de labélisation sont particulièrement appréciés par les créateurs d'entreprise dès lors qu'ils ouvrent droit à des exonérations fiscales et/ou sociales.

Deux questions seront débattues durant le panel :

1. Faut-il continuer dans la voie de soutien tous azimuts à tous les porteurs de projet et à toutes les startups ou bien devra-t-elle être réorientée vers une politique plus verticale visant le soutien de certaines filières stratégiques et de secteurs prioritaires ?

2. Le soutien à la création et au développement des start-up est devenu une priorité et une urgence pour moderniser le système productif et construire la nouvelle économie de la connaissance. Le challenge de l'Algérie est triple :

A. œuvrer en vue d'un rattrapage technologique « digitalisation et numérisation des pans entiers de la société »

B. former les nouvelles générations d'étudiants aux technologies du numérique et leur faire acquérir les compétences nécessaires et enfin

C. disposer d'un écosystème startups dynamique qui permettra de produire, en quantité et en qualité, les entreprises de la nouvelle économie de la connaissance.